

Dominique Voynet dirigeait la délégation de l'UE à La Haye: «Mieux valait ne pas signer un truc mollasson»

Dominique Voynet, ministre française de l'Environnement, dirigeait la délégation de l'Union européenne à La Haye. Elle tire les leçons de cette négociation.

La conférence de La Haye est officiellement «suspendue». N'est-ce pas une formule de politesse?

C'est incontestablement un échec dans la mesure où nous n'avons pas su convaincre nos interlocuteurs de prendre les bonnes décisions pour le climat. Mais il y a eu des avancées réelles, de quoi aborder avec optimisme une nouvelle réunion, l'an prochain. Depuis trois ans nous travaillons à traduire les engagements politiques de Kyoto en mesures concrètes. C'est difficile parce qu'on y arrivera qu'en bousculant des habitudes bien ancrées de consommation et de comportement dans les pays riches, et en offrant de nouvelles perspectives de développement, moins dévoreuses d'énergie, aux pays en développement.

Qui blâmer pour cette fin en queue de poisson?

Les premiers responsables – je ne dis pas coupables – sont à l'évidence les grands Etats émetteurs de carbone. Et donc les Etats-Unis. Depuis trois ans, on était dans un dialogue de sourds: pour les Etats-Unis, le mode de vie américain ne se négocie pas; les pays du Sud renvoyaient les pays riches à leurs responsabilités. L'Union européenne se voulait, elle, le garant des engagements de Kyoto. Qu'on arrive réellement à ré-

duire les émissions de carbone. Nous avons interpellé les Etats-Unis. Ils ont commencé à bouger. Ils ne sont plus sur une position d'arrogance inflexible.

Les Américains dénoncent pourtant des «dissensions» entre Européens...

Je trouve au contraire que l'Europe était le groupe de pays le plus cohérent, rien à voir avec celui associant les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande.

Mais les Britanniques vous mettent en cause personnellement?

Je n'ai pas eu connaissance des déclarations de Mr Prescott (le vice-Premier ministre britannique, ndlr). Ce que je peux dire, c'est que certains libéraux étaient peut-être favorables à un accord faible avec les Etats-Unis. Mais il vaut mieux prendre quelques mois de plus pour obtenir un accord mettant réellement en place des dispositifs efficaces, plutôt que de conclure un truc mollasson sous la pression de l'industrie américaine. J'ai défendu un accord pour l'environnement, conformément au mandat que m'avait confié la majorité des pays membres de l'UE.

Un consensus est-il possible avec les Etats-Unis?

Nous ne disposons malheureusement pas d'une organisation mondiale de l'environnement qui pourrait «gouverner» et trancher des différends. En attendant, 181 pays doivent se mettre d'accord. Pour des chantiers aussi techniques, aussi compliqués, c'est une véritable gageure. Face à cela, il y avait deux stra-

tégies possibles: soit réaffirmer des positions de principe et s'en tenir là; soit tenter de dégager deux ou trois grandes lignes d'accord avec les Etats-Unis. C'est ce que nous avons choisi. On a manqué de temps pour conclure. Mais le temps n'est pas le seul obstacle: il faut aussi que les politiques reprennent le dossier en main. Il demeure trois ou quatre points à débayer dans les deux mois.

Deux mois, justement, c'est le calendrier politique des Etats-Unis. Est-ce normal d'en faire dépendre une question comme l'avenir du climat?

L'échéance présidentielle américaine est une difficulté, mais c'est aussi un fait: on pourrait certes tenter de définir un accord sans les Etats-Unis. Mais quelle portée aurait-il s'il laisse de côté le principal, et de loin, producteur de carbone?

L'absence d'accord international ne réduit-il pas la légitimité des mesures que le gouvernement français met actuellement en œuvre, comme la TGAP, l'«écotaxe» sur les industries polluantes?

Heureusement, sans attendre le résultat de La Haye, la plupart des grands Etats, la Russie, la Chine, l'Inde, ont engagé des stratégies de réduction des émissions. Ces pays savent, comme nous, que plus on attend, plus il sera difficile de revenir sous le niveau de 1990. Certains en France contestent les outils fiscaux que nous mettons en place pour réduire les émissions. Je ne peux faire qu'un constat: c'est bien parce que la fiscalité sur les carburants est ce qu'elle est des deux côtés de l'Atlantique qu'un habitant de Houston consomme cinq fois plus d'essence qu'un habitant de la région parisienne pour se rendre à son travail ●

Recueilli par HERVÉ NATHAN

«Les Etats-Unis ont commencé à bouger. Ils ne sont plus sur une position d'arrogance inflexible.»

Dominique Voynet, ministre française de l'Environnement.